

**NOTES POUR UNE ALLOCUTION  
DE  
L'HONORABLE SERGIO MARCHI,  
MINISTRE DU COMMERCE INTERNATIONAL,  
LORS DE L'OUVERTURE DE LA SÉANCE COMMERCIALE PLÉNIÈRE**

BUENOS AIRES, Argentine

Le 19 janvier 1998

Ce document se trouve également au site Internet du ministère des Affaires étrangères et du Commerce international : <http://www.dfait-maeci.gc.ca>

Je suis très heureux de me retrouver parmi vous ce matin. Je sais que l'heure est plutôt matinale pour bon nombre d'entre vous -- spécialement ceux et celles qui ont eu l'occasion de profiter des merveilles de Buenos Aires ce week-end, en commençant vendredi soir par le spectacle donné par le groupe Los Mejores del Tango à la Casa Blanca de Buenos Aires. La bonne nouvelle, c'est que mon ami le ministre Fernandez et moi avons accepté de ne pas vous donner notre version du tango ce matin!

Pour moi, cette visite, constitue en quelque sorte un retour aux sources. Je suis né en Argentine et, même s'ils ont émigré au Canada quand je n'avais que deux ans, mes parents m'ont toujours rappelé mes racines argentines -- un héritage auquel j'ai toujours attaché beaucoup de prix.

Comme je dois rencontrer le président Menem dans un peu plus d'une heure, vous en profiterez tous puisque vous aurez droit à un discours beaucoup plus court que ce n'aurait été le cas autrement!

Je suis très heureux de faire partie de la présente mission commerciale d'Équipe Canada -- le premier ministre, les premiers ministres provinciaux et leaders territoriaux, et les centaines de dirigeants d'entreprises canadiennes, tous sont ici aujourd'hui pour livrer un message fort simple : ce pays et cette région sont importants pour nous et nous voulons y faire des affaires.

Nous venons en Argentine grandement stimulés par les possibilités qu'offre notre relation. Nos deux nations ont toujours entretenu des liens étroits. Au fil des ans, nous avons travaillé et fait front commun ensemble dans plusieurs instances internationales. Mais nous n'avons jamais développé le genre de relation économique dont nous sommes pourtant capables.

Nous sommes ici pour changer cette situation. Aux liens d'amitié déjà solides, nous voulons maintenant ajouter les liens solides du commerce.

Il est donc approprié que nous nous retrouvions ici au début d'une nouvelle année -- une année où les gouvernements de l'hémisphère auront l'occasion de se tracer un itinéraire ambitieux, une année où le début des négociations en vue de créer la Zone de libre-échange des Amériques [ZLEA] sera un objectif primordial.

Après la présente mission commerciale, bon nombre d'entre nous se rendront au Costa Rica en mars pour assister à la réunion ministérielle sur la ZLEA, et nous fondons évidemment de grands espoirs sur le Sommet de Santiago en avril.

Plus que jamais, les Canadiens ont les yeux tournés vers l'Amérique latine. Nous nous voyons comme une nation des Amériques. Et le moment nous semble maintenant venu de suivre le conseil de Cervantes : « del dicho al hecho hay gran trecho » (pour passer de la parole aux gestes, il faut de grands pas).

Ces pas, nous devons les faire maintenant -- nous devons passer des idées aux actions, des concepts aux engagements et des intentions aux institutions.

Alors que nous cherchons à négocier une ZLEA, nous ne devons pas perdre l'impulsion que nous avons générée. Nous ne devons pas, par exemple, nous laisser distraire par le fait que l'Administration américaine n'a pu obtenir l'approbation de la procédure accélérée, mais plutôt travailler sans relâche à la réalisation de cet important accord.

À cet égard, le Canada voit dans l'Argentine un allié et une âme soeur. Nous sommes tous deux des puissances moyennes. Comme nous n'avons pas le poids économique voulu pour influencer sur le cours des événements mondiaux, il est donc important que nous fassions front commun. Et il est essentiel que nous ne mettions pas tous nos oeufs dans le même panier.

Pour le Canada, cela signifie ne pas se limiter à ses relations économiques traditionnelles avec les États-Unis et développer d'autres marchés à long terme. Voilà pourquoi nous nous tournons vers l'Amérique latine.

Cette recherche de nouveaux partenaires cadre avec l'approche nouvelle du Canada à l'égard du commerce international. Il y a quelques années à peine, nous hésitions à ouvrir nos marchés et nos frontières. Comme bien des gens dans bien des pays, nous appréhendions la mondialisation -- son allure, son ampleur, ses conséquences.

Vous savez, le changement n'est jamais facile. Il dérange. Il peut nous couper de ce qui nous est connu et sûr. Mais il peut aussi tester notre ingéniosité. Il peut nous amener à nous surpasser. Et il peut ouvrir de multiples nouvelles occasions.

Ce fut certainement le cas au Canada et, aujourd'hui, nous voyons les avantages de la libéralisation des échanges : de nouveaux débouchés excitants, une compétitivité accrue et des économies d'échelle.

Nous avons aussi vu que les Canadiens peuvent être vraiment concurrentiels sur les marchés internationaux, et c'est pourquoi nous pressentons nos futurs partenaires commerciaux avec confiance et enthousiasme.

Cette confiance est ancrée non seulement dans nos succès à l'étranger, mais aussi dans les progrès que nous avons réalisés au Canada même. Ces dernières années, le Canada a remis son économie sur les rails, et celle-ci est aujourd'hui l'une des plus vigoureuses au monde.

Nous espérons réduire à zéro d'ici à l'an prochain le déficit de 42 milliards de dollars dont notre gouvernement a hérité en 1993. Notre économie connaît le taux de croissance le plus élevé parmi les économies du G-7, et les taux d'inflation et d'intérêt sont à leurs niveaux les plus bas depuis plusieurs décennies. En deux mots, le Canada s'est préparé à la libéralisation des échanges et il en a récolté les fruits.

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Nos exportations se sont accrues de plus de 45 p. 100 en quatre ans à peine. Le commerce bilatéral avec les États-Unis a doublé depuis 1989, et les échanges de part et d'autre de la frontière totalisent maintenant plus de 1 milliard de dollars canadiens -- *1 milliard* -- chaque *jour*. L'investissement étranger au Canada a aussi grimpé en flèche.

Et, comme je l'ai mentionné, l'efficacité de nos politiques commerciales plus libérales se reflète non seulement dans les chiffres mais aussi dans les coeurs et les esprits des Canadiens. Ils sont

maintenant 70 p. 100 à appuyer une plus grande libéralisation des échanges. En ce qui concerne tout particulièrement l'ALENA [Accord de libre-échange nord-américain], les appuis sont passés de seulement 37 p. 100 en 1993 à 63 p. 100 aujourd'hui. Les Canadiens ne perçoivent plus le commerce comme une question obscure qui n'intéresse que les économistes et les politiciens. Ils voient le rapport qu'il a avec leur emploi et avec leur vie.

Il est peut-être approprié de célébrer aussi aujourd'hui l'ouverture d'un nouveau centre d'éducation à Buenos Aires. Ce centre permettra d'initier de jeunes gens à une culture différente, les mettra en contact avec de nouvelles idées et élargira leurs horizons et leurs espoirs.

Et, parce que les jeunes sont plus ouverts dans leur approche, plus à l'aise avec la technologie et plus adaptables face au changement, nous comptons sur leur leadership dans les années trépidantes à venir.

L'un des enseignements que nous avons tirés de la libéralisation des échanges, c'est l'importance d'un ensemble de règles claires pour encadrer nos relations et arbitrer nos différends. Le système du commerce basé sur des règles est un gage de stabilité et de certitude dans un monde de plus en plus interdépendant. Il substitue à la loi de la jungle un système juste et équitable de droits et d'obligations -- et il nous commande d'observer ces règles, non seulement quand cela convient mais aussi quand cela ne fait pas l'affaire. Cela vaut pour toutes les nations, grandes ou petites.

La négociation d'une ZLEA est sur le point de débiter. Alors même que nous allons de l'avant avec cette initiative, nous ne devons pas perdre de vue les principes du Sommet de Miami.

Comme vous le savez, ces principes nous ont rappelé de chercher en priorité à améliorer les conditions de vie de tous nos citoyens et de multiplier les occasions à saisir. Le commerce ne consiste pas à améliorer le bilan d'une nation, mais plutôt à enrichir l'existence de sa population.

Attachons-nous donc aux dividendes sociaux que peuvent générer des économies ouvertes et bien administrées : de nouvelles écoles et de nouveaux hôpitaux, des revenus plus élevés et de meilleures normes dans les domaines de l'environnement et du travail.

Dans les années à venir, la Zone de libre-échange des Amériques sera l'une des trois grandes régions commerçantes, avec l'Europe et l'Asie-Pacifique. Un brillant avenir nous attend. Ici, en Amérique latine, les économies grandissent rapidement et elles opèrent le genre de changements structurels profonds qui leur permettront d'être concurrentielles dans le nouvel environnement de la mondialisation du commerce.

Le Canada a pris un engagement ferme vis-à-vis de cette région. Nous avons été témoins de la croissance dynamique du Mercosur -- aujourd'hui un marché intégré de 240 millions de consommateurs, et dont l'économie combinée se chiffre à plus de 1 billion de dollars.

Le commerce entre ses membres est quatre fois supérieur à ce qu'il était il y a à peine cinq ans, et le PIB [produit intérieur brut] moyen des pays qui le composent a augmenté de plus de 3 p. 100 par année depuis 1990. À l'évidence, cette région a le vent en poupe.

Avec ce genre de succès et ce genre de croissance en relativement peu de temps, il pourrait être tentant de faire une pause, de consolider, de se reposer un peu. Cela pourrait être tentant, mais ce serait aussi une erreur.

Une erreur parce que les événements partout dans le monde évoluent trop rapidement pour autoriser la complaisance. Une erreur parce que nous perdrons rapidement les gains que nous avons réalisés. Et une erreur parce que, si nous reportons la création de la ZLEA, nous risquons de nous retrouver, à l'échelle de l'hémisphère, encombrés par une multitude d'arrangements commerciaux faisant double emploi et peut-être même contradictoires.

Il est donc crucial que les nations de l'hémisphère décident quel chemin elles comptent prendre, décider si elles veulent revenir aux vieilles façons de faire du passé ou s'engager avec confiance dans l'avenir et récolter les nombreux avantages que peut apporter la libéralisation des échanges.

Je crois que l'hémisphère est prêt à aller de l'avant, à prendre les décisions difficiles et à négocier ferme. Je crois qu'il est prêt à ouvrir les portes et à abattre les murs qui nous divisent. Et je peux vous promettre que le Canada sera un solide partenaire dans ces efforts.

Un vieux dicton en espagnol dit : « La amistad multiplica los bienes y reparte los males ». Ce qu'on pourrait traduire par : « L'amitié amplifie les bienfaits et partage le fardeau des malheurs ».

Dans les jours et les semaines à venir, travaillons ensemble comme amis, planifions ensemble comme partenaires et progressons ensemble comme alliés.

En combinant nos efforts et nos énergies, je n'ai aucun doute que nous réussirons.

Merci.